

# PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance

Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre

Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée israélienne et fermant les oreilles aux autres sources

Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en ligne Afp- ats - Ap - Reuters, Al-manar - Chine nouvelle (Chine) ) CPI - IPC –Novosti- PNN- Wafa - Sana – Radio chine internationale - Al Manar - XINHUANET et Al-Oufok : Mouvement Démocratique Arabe

## Journal de Palestine

Les dossiers

N° 291 du 16.12

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyez pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mon blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : [www.palestine-solidarite.org](http://www.palestine-solidarite.org) à cette adresse : [http://www.palestine-solidarite.org/Journaux\\_Palestiniens.htm](http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm)

c) dans la rubrique "Le journal des Palestiniens" sur le site "Palestine, le secret dévoilé" : <http://www.palestinefr.net/jop.php>.

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : [fa032881@skynet.be](mailto:fa032881@skynet.be)

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

### Sommaire

#### 1 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

1-1 Alain Gresh et Dominique Vidal : Les Cent clefs du Proche-Orient. (Hachette, 2005)

1-2 Palestine : Peace not Apartheid! ou 'Israël et l'ex-président James Carter'. (Extrait).

#### 2 Dossiers

2-1 Silvia Cattori interview Omar Barghouti : Aucun État n'a le droit d'exister comme État raciste. (Extrait)

#### 2-2 Annapolis

1 Point de vue de Souleiman : Le projet de la création d'un état palestinien verra-t-il le jour ou s'agit-il tout simplement de la poudre aux yeux ?

2 Point de vue de Bruno Guigue : L'écran de fumée d'Annapolis.

3 Point de vue de Cirepal : 'Les autres'.

2-3 Point de vue de Morsi Attalah : Le fait accompli ne fait pas la paix.

3 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage.

---

---

## 1 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

Intifada, vingt ans après...

[Invitation à lire ...](#)

### 1-1 Alain Gresh et Dominique Vidal : Les Cent clefs du Proche-Orient. (Hachette, 2005)

**Intifada.** En arabe, l'acte consistant à « relever la tête » et, par extension, le « soulèvement » : nom donné à la révolte palestinienne qui s'est déclenchée, début décembre 1987, à Gaza et en Cisjordanie. Plus massive et plus déterminée qu'aucun mouvement antérieur dans les Territoires occupés, la « révolte des pierres » a profondément modifié le paysage proche-oriental. C'est le 7 décembre 1987 qu'un accident de la circulation - une collision entre un véhicule israélien et un taxi collectif palestinien, dont deux occupants meurent - met le feu aux poudres. Deux jours plus tard, les premiers affrontements se produisent entre jeunes Palestiniens et soldats israéliens, dans le camp de Jabalya. En une semaine, l'insurrection s'étend à l'ensemble de la bande de Gaza et de la Cisjordanie, malgré l'état de siège décrété par les autorités d'occupation. Surpris, le gouvernement israélien se fixe en effet, toutes tendances confondues, une seule priorité : « mater la subversion », selon l'expression du ministre de la Défense, Itzhak Rabin, que son appartenance au Parti travailliste n'empêchera pas de diriger, d'une main de fer, la répression de l'intifada.

À l'escalade des manifestations, des grèves et des heurts répondra donc, pour tenter de la stopper, une spirale répressive. L'armée multiplie les couvre-feux, tire sur les adolescents qui la narguent, les « passe à tabac », en arrête des dizaines de milliers et en interne des milliers, n'hésite pas devant les « mauvais traitements » lors de ses raids contre des villages ou dans les prisons, expulse plusieurs dizaines de Palestiniens, etc. Ouvertement contraire aux dispositions de la Convention de Genève, ce cours violent heurte les opinions, y compris juives, qui, à travers le monde, se montrent sensibles aux images abondamment diffusées par les grands médias. La tentative d'enterrer vivants au bulldozer quatre villageois de Salem et la scène des deux jeunes de Naplouse, battus en direct devant la caméra de la télévision américaine CBS, émeuvent particulièrement les consciences. Bilan chiffré, un an après le début de la révolte : 400 morts, 25 000 blessés, 6 000 prisonniers - soit, avec les 4 000 précédents, un total de 10 000 détenus pour une population de 1,7 million d'habitants. Cet exceptionnel déploiement de force n'a cependant pas raison des insurgés. C'est que leur détermination, par-delà la conjoncture - espoir suscité en avril 1987 par la réunification de l'OLP au Conseil national d'Alger, colère en novembre après l'« oubli » de la question palestinienne par le sommet arabe d'Amman de novembre -, plonge ses racines dans un terreau fertile.

Certes, la résistance à l'occupation remonte aux origines mêmes de celle-ci, en juin 1967. L'extension progressive de la mainmise israélienne sur la Cisjordanie et Gaza, avec notamment le développement de la colonisation, rencontre une opposition croissante, qui s'exprime tant sous la forme de manifestations et d'actions violentes que lors des élections municipales de 1976, remportées haut la main par les proches de l'OLP. Mais, cette fois, on assiste à l'explosion du « ras-le-bol » de toute une génération, née sous l'occupation, qui surmonte la résignation toute relative des précédentes, et les entraîne, par son exemple de dignité reconquise, dans l'action pour l'indépendance. Jamais, même en 1981 et 1982, les « Palestiniens de l'intérieur » n'avaient fait entendre aussi fortement leur voix. L'ampleur de l'intifada dépasse, en effet, celle des soulèvements précédents à bien des égards. Sa durée : plus de quatre ans. Son étendue : l'ensemble des Territoires occupés, y compris Jérusalem, Bethléem et les villages, traditionnellement peu touchés. Ses formes : rassemblements massifs, arrêts de travail généralisés et affrontements se combinent avec autogestion de la vie quotidienne et tentatives de désobéissance civile. Ses participants : les jeunes côtoient les aînés, les réfugiés de 1947-1949 se mêlent aux originaires des Territoires occupés, les ouvriers et les paysans se retrouvent avec les commerçants, les cadres et les intellectuels.

Née spontanément, comme tous les observateurs, israéliens compris, l'indiquent, d'un cocktail explosif - misère des bidonvilles, chômage massif, humiliation du sentiment national et répression quotidienne -, la « révolution des pierres » est rapidement encadrée. Les comités populaires locaux organisent le combat de rue - sans armes à feu - contre l'armée israélienne, mais aussi le ravitaillement, l'enseignement, le suivi médical, les principaux services - au point que des observateurs ont pu parler de « zones libérées ». Autonomes, les comités locaux se retrouvent parallèlement dans une " Direction unifiée " où cohabitent, relativement unis malgré leurs divergences, le Fath de

Yasser Arafat, le Front populaire de Georges Habache, le Front démocratique de Nayef Hawatmeh et le Parti communiste palestinien - à l'exclusion du Mouvement de la résistance islamique, baptisé, d'après ses initiales, Hamas (en arabe, zèle). Seule cette dernière tendance se situe en dehors du consensus politique de l'intifada : créer un État palestinien indépendant en Cisjordanie et à Gaza, l'État d'Israël revenant à ses frontières d'avant la guerre des Six Jours en 1967. Comme une résurrection, quarante ans après son avortement, du plan de partage voté par l'Assemblée générale des Nations unies. D'où cette analyse d'Elias Sanbar (dans Palestine, le pays à venir) : «

L'intifada, c'est sa principale force, suscite l'adhésion du monde dans la mesure où elle n'apparaît jamais comme porteuse d'une menace pour l'existence d'Israël. On évalue mieux ainsi le trait de génie politique du peuple dans le choix des pierres et non des armes à feu. Cette retenue montrait au monde que le soulèvement constituait une menace pour l'occupant et non pour Israël lui-même dans ses frontières de 1948-1949. On peut ainsi mieux analyser, a contrario, les effets totalement opposés provoqués plus tard par les attentats des islamistes à l'intérieur de la ligne verte. »

Le soulèvement, plaçant sa puissance au service de cette orientation, brouille les cartes du jeu proche-oriental, dont il défie bien des acteurs. Le premier à réagir est le roi Hussein de Jordanie : le 31 juillet 1988, il annonce la rupture des relations de son pays avec la Cisjordanie. « La Jordanie n'est pas la Palestine, déclare-t-il, et l'État indépendant palestinien sera établi sur la terre palestinienne occupée après sa libération. » L'« option jordanienne » ainsi évanouie, l'OLP se mue pour Israël en partenaire inévitable de futures tractations de paix. Le débouché politique de la révolte, les conditions à remplir pour s'asseoir à la table de négociation exigent d'Arafat et des siens - comme la « Direction unifiée » de l'intifada ne s'est pas privée de le rappeler - la définition d'un programme de paix concret. L'OLP est placée devant la nécessité de reconnaître l'État d'Israël, afin d'en obtenir la réciprocité. Le Conseil national palestinien d'Alger de la mi-novembre 1988 a d'ailleurs avancé sur cette voie, en proclamant un État palestinien indépendant tout en acceptant la résolution 181 de 1947 ainsi que les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité des Nations unies, et en réaffirmant sa condamnation du terrorisme.

Mais la première année d'intifada ne débouche pas sur la solution espérée : le gouvernement israélien s'oppose avec détermination et efficacité aux pressions américaines visant à engager, en 1989-1990, une négociation israélo-palestinienne. Cet enlisement accélère la radicalisation, voire une certaine dégénérescence de la « révolution des pierres ». Les règlements de compte contre les « collabos » (ou supposés tels) se multiplient ; des actions individuelles visent des civils israéliens ou des touristes (« guerre des poignards ») ; des groupes, souvent incontrôlés, font eux-mêmes la loi. Privés d'études pendant des mois, révoltés contre les aînés comme contre les factions politiques traditionnelles, de nombreux jeunes se tournent vers le mouvement islamiste Hamas, qui a toujours dénoncé les solutions diplomatiques voit son influence croître.

C'est dans ce contexte qu'éclate la crise du Golfe de 1990-1991 et que de nombreux Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza, désespérés par une répression impitoyable, par une situation économique et sociale qui ne cesse de se dégrader et par l'absence de perspective politique, se prennent à espérer dans Saddam Hussein et dans un nouveau rapport de force militaire qui imposera la création d'un État palestinien. L'échec sanglant du dictateur irakien renforcera le camp du compromis. D'une certaine manière, la conférence de Madrid (octobre 1991), puis les négociations secrètes d'Oslo et les accords du même nom constituent le débouché enfin attendu de l'intifada. Mais il y a loin du rêve à la réalité : les accords d'Oslo finiront par se fracasser sur la poursuite de la politique de colonisation et l'échec des négociations de Camp David, en juillet 2000, débouchera sur la seconde Intifada, dont les caractéristiques seront bien différentes, notamment l'usage par les Palestiniens des armes à feu et des attentats.

Al-Oufok

[http://www.aloufok.net/article.php3?id\\_article=4314](http://www.aloufok.net/article.php3?id_article=4314)

Le site sur <http://www.aloufok.net/>

## 1-2 Palestine : Peace not Apartheid! ou 'israël et l'ex-président James Carter'.

« Comment est-il possible que cet homme ait pu devenir président des Etats-Unis ? », s'interroge le New York Post dans un éditorial du 15 janvier dernier. Tout lecteur peu informé pense à ce moment-là que le quotidien du groupe de M. Rupert Murdoch règle son compte à M. George W. Bush. Il n'en est rien. « De président raté, il est devenu un ami des tyrans de gauche, détracteur global de tout ce qui peut représenter les intérêts légitimes de l'Amérique. »

Mais alors, qui est ce président, « conseiller en relations publiques de feu Yasser Arafat, "diabolisateur d'Israël" », et qui, en outre, « excuse les exécutions massives » ?

La réponse : M. James Carter. « Il a dépassé la limite », s'emporte le New York Post, demandant au Parti démocrate de réagir à tout ce que l'ex-locataire de la Maison Blanche peut déclarer.

Qu'a donc fait l'ancien président (1977-1981) pour mériter pareil traitement ? Il a écrit un livre - Palestine : Peace not Apartheid. Et, dans celui-ci, il affirme : si la répression se poursuit à Gaza et en Cisjordanie, si Israël ne consent pas à négocier l'existence d'un Etat palestinien, on pourrait arriver à une situation similaire à celle de l'apartheid sud-africain, « deux peuples occupant la même terre, mais complètement séparés l'un de l'autre, avec

les Israéliens en position dominante et privant, de manière répressive et violente, les Palestiniens de leurs droits les plus fondamentaux ».

En réponse, l'Anti-Defamation League fait publier des annonces dans divers journaux accusant l'auteur d'être antisémite.

M. Carter a bien répondu qu'il faisait référence à l'impact de la situation sur la Palestine et non à la démocratie israélienne. La comparaison n'en a pas moins provoqué des réactions acérées d'une partie de la communauté juive américaine qui, à l'instar de l'Anti-Defamation League, assimile toute critique des politiques israéliennes à de l'antisémitisme. L'effet fut immédiat : le Parti démocrate écouta les conseils du New York Post. M. Howard Dean, président du parti, et Mme Nancy Pelosi, présidente démocrate de la Chambre des représentants, prirent leurs distances avec M. Carter. L'affaire est gênante pour eux puisque, en période électorale, elle les oblige à prendre position sur le conflit israélo-palestinien.

Les lecteurs ne pensent pas la même chose : plusieurs mois après sa publication, le livre continuait à enregistrer un beau succès. Analyste politique américain et directeur du Middle East Project, Henry Siegman estime qu'il s'agit d'une œuvre honnête et sans grandes nouveautés, et que la panique qu'elle a provoquée « révèle l'ignorance de la classe politique américaine, aussi bien les démocrates que les républicains, sur le conflit israélo-palestinien (1) ».

M. Carter, qui rapprocha les positions israélienne et égyptienne en vue de la signature de l'accord de Camp David (1978) concernant le retrait des forces israéliennes de la péninsule du Sinaï, fait état dans son ouvrage de ses souvenirs de voyage et de ses contacts avec les dirigeants de la région, il y a trente ans. Présentant une explication didactique du conflit, il réalise une compilation équilibrée des propositions de paix existantes, tenant compte de la nécessité d'un Etat pour chacune des deux communautés et de garanties de sécurité suffisantes pour Israël. Pour qui le lit sans préjugés, le livre critique les politiques du gouvernement de Tel-Aviv, mais n'est pas hostile à ce pays, contrairement à ce que les détracteurs prétendent.

Tant que la répression israélienne continuera, prétend M. Carter, il y aura du terrorisme - affirmation scandaleuse à l'époque de la « guerre contre le terrorisme » ? Il souligne aussi que « la colonisation et le contrôle continus des terres palestiniennes par Israël ont été les principaux obstacles à l'obtention d'un vaste accord de paix en Terre sainte ». Sans oublier de condamner le terrorisme palestinien - mais insuffisamment selon Ethan Bronner, un critique du New York Times (2) -, M. Carter ajoute que, depuis l'accord de Camp David, ce sont les gouvernements israéliens qui ont surtout bloqué le processus de paix. Il évoque en effet comment le premier ministre israélien Menahem Begin fut le premier à refuser l'application de dispositions de l'accord telles que le respect des résolutions 242 et 338 de l'Organisation des Nations unies interdisant l'appropriation du territoire par la force, demandant le retrait israélien de Cisjordanie et de Gaza, et « la reconnaissance du peuple palestinien en tant qu'entité politique différente et en droit de déterminer son avenir ».

Par ailleurs, il reprend les thèses selon lesquelles, lors d'un sommet ultérieur, également à Camp David, entre le président des Etats-Unis William Clinton, le premier ministre israélien Ehoud Barak et Yasser Arafat (11 au 24 juillet 2000), il n'y aurait pas eu de proposition concrète faite à ce dernier sur la construction d'un Etat palestinien ; il serait par conséquent faux de prétendre que le président palestinien a bloqué les négociations, gâchant ainsi une grande chance. Pour avoir réfuté cette idée reçue, M. Carter a été rabroué par M. Dennis Ross, l'envoyé spécial de M. Clinton au Proche-Orient (3). Il est pourtant soutenu par d'autres spécialistes (4).

« Il existe un sentiment généralisé dans le monde arabe et à travers l'Europe, qui n'est pourtant pas ressenti aux Etats-Unis, concernant l'absence de considération de notre gouvernement pour la souffrance palestinienne, note M. Carter. Et il n'est pas nécessaire d'être opposé à Israël pour protéger les droits des Palestiniens à vivre dans leur propre territoire et en paix sans être assujettis à une puissance occupante (5). » Si ce type d'affirmation est courant en Europe et dans le monde arabe, il est effectivement moins fréquent aux Etats-Unis.

L'ex-président et directeur du Centre Carter de recherche sur la paix et les conflits précise encore que le gouvernement de M. George W. Bush a abandonné les Palestiniens à leur triste sort et rappelle qu'Israël bloque les possibilités d'un accord. Le refus des gouvernements de MM. Bush et Olmert de négocier avec le gouvernement de coalition palestinien - Fatah et Hamas - en mars 2007 a dramatiquement confirmé cette réalité. violemment attaqué sur sa référence à l'apartheid, M. Carter a réaffirmé sa position en déclarant : « La solution de rechange à la paix, c'est l'apartheid, non pas à l'intérieur d'Israël, je le répète, mais en Cisjordanie, à Gaza et à Jérusalem-Est, le territoire palestinien. C'est dans cette zone que l'apartheid existe sous sa forme la plus méprisante, les Palestiniens y sont privés de leurs droits les plus fondamentaux (6). » Face à cet état de fait, M. Carter insiste sur trois conditions pour parvenir à la paix dans la région : des garanties pour la sécurité de l'Etat d'Israël, la fin de la violence des Palestiniens, et la reconnaissance par Israël du droit de ces derniers à disposer d'un Etat dans les frontières d'avant 1967.

M. Carter a estimé que la vie en Cisjordanie pouvait être « plus oppressante » pour les Palestiniens qu'elle ne l'était pour la population noire sud-africaine : en matière économique, Israël dépend de moins en moins de la force de travail palestinienne en raison des flux migratoires venus d'autres pays ; l'occupation de Gaza et de la Cisjordanie mobilise beaucoup plus d'effectifs de sécurité que ceux déployés par le régime sud-africain ; enfin, les colons israéliens ont occupé la terre palestinienne et, pour sécuriser leur vie et leurs infrastructures, l'Etat israélien déploie un système de contrôle sophistiqué envers les Palestiniens.

Suite lire : pièce jointe

---

---

---

---

## 2 Dossier

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

### 2-1 Silvia Cattori interview Omar Barghouti : Aucun État n'a le droit d'exister comme État raciste.

Extrait

Contre l'apartheid à Deux États

Omar Barghouti appartient à cette nouvelle génération d'intellectuels Palestiniens qui n'ont jamais adhéré à la solution « Deux peuples, deux États » et qui appellent au boycott, au désinvestissement, et à des sanctions à l'égard d'Israël. Partisan d'un État laïque et démocratique, où Palestiniens et Israéliens partageraient des droits égaux après que les injustices historiques aient été corrigées et que les droits des réfugiés aient été respectés, il a accordé un entretien au Réseau Voltaire dans lequel il exprime le décalage entre son peuple et ses dirigeants internationalement reconnus.

Dans cet entretien, il a notamment répondu aux questions suivantes. Peut-on établir un dialogue et promouvoir une « normalisation » entre occupants et occupés, s'il n'y a pas de rapports d'égalité ? La solidarité doit-elle continuer de travailler avec les représentants de l'Autorité palestinienne, une minorité de privilégiés qui collaborent avec l'occupant ? Doit-elle continuer de calquer ses orientations sur celles du « camp de la paix israélien », dont le désir d'en finir avec l'occupation est bien réel, mais dont la préoccupation, consciente ou inconsciente, est avant tout de préserver Israël en tant qu'État juif ?

Thèmes : Apartheid israélien Résistance palestinienne Hamas Réfugiés. "droit au retour" "Initiative de Genève" Mouvements de solidarité Sionisme "Camp de la paix" israélien Droit international "Choc des civilisations", racisme ONU "Autorité palestinienne"

**Silvia Cattori** : *J'ai eu le privilège d'entendre la conférence que vous avez donnée à Milan le 8 octobre 2007 [1]. Votre analyse de la situation en Palestine rompt avec les orientations qui sont généralement véhiculées, y compris au sein du mouvement de solidarité. Avez-vous eu le sentiment que le public italien est réceptif à vos positions ?*

**Omar Barghouti** : Je suis venu en Italie, en mars 2007, pour une tournée au cours de laquelle j'ai parlé sur différents sujets. Art et répression est l'un d'entre eux. J'ai également parlé de la solution « un seul État », ainsi que du boycott d'Israël [2]. Un mouvement est en train de se développer en Italie, qui comprend qu'il est nécessaire d'exercer une pression efficace sur Israël et qu'il n'est plus acceptable de continuer à se limiter à des actions de solidarité traditionnelles telles que manifestations, rédaction de lettres, etc. À l'évidence, de telles manifestations traditionnelles de solidarité ne pourront pas, à elles seules, faire bouger Israël, car elles n'aggravent en rien le prix politique à payer par Israël pour son occupation et son oppression des Palestiniens. Les Européens peuvent bien manifester autant qu'ils le veulent, Israël s'en moque. Je pense que de plus en plus d'Italiens s'en rendent compte.

Faire progresser cette prise de conscience est assurément une chose importante qui devrait se poursuivre, aussi longtemps que le conflit colonial continue. Mais cela n'est plus suffisant.

Après le 11 septembre 2001, Israël est devenu beaucoup plus belliqueux qu'auparavant. Aujourd'hui, il se préoccupe vraiment très peu de l'opinion publique internationale, alors qu'il était très sensible à l'opinion publique occidentale durant les années soixante-dix, quatre-vingt, et même quatre vingt-dix. En ce vingt et unième siècle, Israël devient de moins en moins sensible à l'opinion publique à cause de son immense pouvoir et de son influence sans égale sur Washington, qui reste, politiquement, le maître des Européens. Voici comment il voit les choses : « Puisque Washington est à nos côtés, pourquoi nous préoccuper des Européens ? »

Pour donner un exemple : lorsque la Belgique a voulu mettre Ariel Sharon en jugement pour son rôle dans les massacres de Sabra et Chatila à Beyrouth en 1982, Mme Condoleezza Rice a menacé, en réponse, le Ministre belge des Affaires étrangères de retirer du pays le siège de l'OTAN, parmi d'autres mesures drastiques. Dans les jours qui ont suivi, le jugement a été renversé et le tribunal n'a jamais convoqué Ariel Sharon. Il y a eu des pressions du même genre sur l'Allemagne et la France à la suite du conflit avec l'Europe touchant la guerre en Irak en 2003.

Israël a compris que sa vaste influence sur le Congrès se traduit en une influence substantielle, quoiqu'indirecte, sur l'Europe. De ce fait, Israël ne se préoccupe pas particulièrement de l'opinion publique européenne.

De plus en plus d'Italiens se rendent compte qu'il est maintenant temps d'exercer une pression efficace sur Israël ; que l'on ne peut plus se contenter de dire « méchants garçons, vous faites de vilaines choses ».

**Silvia Cattori** : *Le Wall Street Journal a écrit récemment : « Le rêve qu'était la Palestine est finalement mort » [3]. Comment réagissez-vous à cette affirmation ?*

**Omar Barghouti** : Je pense que c'est là, prendre ses désirs pour des réalités. Les néoconservateurs qui contrôlent le Wall Street Journal sont en passe de finir dans les poubelles de l'Histoire après tous leurs échecs en Irak et en Afghanistan. Ils voudraient bien croire que les « Palestiniens sont finis ». Je pense, que ce sont eux qui sont finis. Cela va prendre sans doute un peu de temps, mais je crois honnêtement que leur croisade s'est révélée criminelle et futile et que leurs arguments ont été réfutés.

Leur grand dessein idéologique qui était censé commencer en Irak —déployer son effet domino tout au travers des régions pétrolières arabes et leur permettre de contrôler le monde— s'est fracassé. Leur vision a été dénoncée comme fondamentalement raciste, dogmatique et profondément erronée. Grâce principalement à la

résistance en Irak, au Liban et en Palestine, cette vision néoconservatrice de l'empire est en voie d'être définitivement défaite.

**Silvia Cattori** : *Comment jugez-vous ceux de vos dirigeants qui collaborent avec l'occupant ?*

**Omar Barghouti** : Ceux qui, parmi les leaders palestiniens collaborent avec l'occupation font assurément partie du problème, et pas de la solution. Je les condamne dans les termes les plus vigoureux. J'ai exprimé publiquement ma position à ce sujet lorsque le Hamas a pris le contrôle de Gaza [4]. Bien que je sois très critique à l'égard du Hamas pour différentes raisons, je reconnais que la majorité des Palestiniens sous occupation l'ont démocratiquement élu pour les gouverner et mener la lutte pour la liberté et l'autodétermination. Le monde doit respecter ce choix palestinien démocratique, bien qu'un tiers seulement des Palestiniens aient participé à ces élections. Les deux autres tiers incluant les réfugiés palestiniens dispersés dans le monde et les Palestiniens de citoyenneté israélienne, n'ont même pas été considérés.

Ce serait aux Palestiniens de demander des comptes au Hamas s'il manque à gouverner convenablement ou à réaliser les droits des Palestiniens, pas à l'Amérique, pas à l'Europe, et certainement pas à Israël.

Certains dirigeants politiques palestiniens se font les complices du pouvoir colonial et raciste d'Israël d'une façon insidieuse. Au lieu d'une approbation ouverte de l'occupation, leur rôle est de donner au monde la fausse impression qu'il s'agit essentiellement d'une dispute ; et que l'on peut s'asseoir pour la négocier gentiment, en Suisse ou ailleurs. Ils masquent de ce fait la réalité, à savoir qu'il s'agit d'un conflit colonial nécessitant une lutte massive sur le terrain et l'appui d'une pression internationale soutenue pour en venir à bout.

L'utilisation de ce terme « dispute » est un vrai désastre qui nous a affligés depuis les Accords d'Oslo [5]. En fait, tout cela a commencé avec les pourparlers de Madrid, avant Oslo ; mais le « processus d'Oslo » a été le coup le plus dévastateur pour la lutte palestinienne d'autodétermination, parce qu'il a conduit à un glissement de paradigme : d'une lutte d'un peuple opprimé contre ses occupants et colonisateurs, à une dispute entre deux groupes nationaux avec des droits et des revendications morales conflictuels mais symétriques.

**Silvia Cattori** : *Dès lors, comment expliquer que, en dépit du fait que toutes les négociations avec Israël n'ont apporté que plus de malheurs aux Palestiniens, des personnalités comme MM. Erekat, Abbas, Rabbo [6], poursuivent ce « processus de paix » et poursuivent obstinément dans cette même voie ? Quel espoir les Palestiniens peuvent-ils avoir face à cette situation ?*

**Omar Barghouti** : Si vous prenez l'exemple de l'Afrique du Sud, les années les plus répressives de l'apartheid furent les années qui ont précédé sa fin ; non pas les années 60 ou 70, mais la fin des années 80 et le début des années 90. L'apartheid a atteint le sommet de son pouvoir, le sommet de la répression, juste avant de s'effondrer. Ainsi, en ce moment où le mouvement sioniste a tant d'influence dans le monde, je ne vois pas cela comme la fin de la question palestinienne.

Au contraire, je le vois comme le début de la fin du sionisme. Israël et le sionisme ont perdu tout le respect et l'admiration dont ils ont joui autrefois au niveau international. Ils sont en train de devenir rapidement des parias. Israël, un Etat dont les incessantes actions de purification ethnique et de déshumanisation criminelle des Palestiniens se font de façon plus ou moins ouvertes, n'a plus recours aujourd'hui qu'à la brutalité, au terrorisme intellectuel, et à l'intimidation vis-à-vis de la communauté internationale et des autorités élues de l'Ouest, pour atteindre ses objectifs. Les peuples du monde n'aiment pas et ne soutiennent pas le sionisme, comme l'ont montré plusieurs sondages récents ; ils ont simplement peur du sionisme, et cela fait une énorme différence. Dans les années cinquante et soixante du siècle dernier, les Européens aimaient Israël –pays du « Kibboutz » présenté sous des couleurs romantiques- comme le ferment de la « démocratie libérale » dans une région affligée par l'autocratie et « l'arriération ». Les Européens, après tout, ont aidé à construire Israël de plus d'une façon ; et ils le voyaient, dès lors, comme leur « enfant » au milieu de cette « mer barbare d'Arabes ». Israël était perçu comme l'entité blanche, éclairée, civilisée, au sein d'une « jungle peuplée d'indigènes du Sud, de couleur et indisciplinés ».

Et, alors que beaucoup d'Européens doivent encore se libérer de cette attitude coloniale et raciste à l'égard des Arabes, Israël ne jouit plus aujourd'hui que de très peu de sympathie, en Europe ou n'importe où dans le monde. Israël a des protégés qui sont très bien payés et des groupes de pression politiques extrêmement efficaces qui sont très bien rodés. Avec de tels outils, il a réussi à imposer son discours, sa ligne politique, dans les médias européens dominants, les parlements et les milieux de pouvoir.

Comme leurs homologues états-uniens, les responsables politiques européens sont aujourd'hui confrontés au dur choix de suivre la ligne dictée par Israël, ou de briser leur carrière, et souvent aussi leur réputation. La complicité des Européens dans le maintien de l'occupation et de l'oppression israélienne est obtenue par la menace, l'intimidation, la brutalité, et pas par la persuasion. C'est là, sur le plan historique, la perte la plus significative du sionisme. Il a gaspillé la sympathie dont il jouissait autrefois, et complètement perdu sa capacité de toucher les cœurs et les esprits, même en Occident. Le sionisme maintenant obtient ce qu'il veut seulement par la trique. Mais combien de temps les gens resteront-ils effrayés et intimidés ? À la fin, ils se révoltent —si ce n'est pour notre intérêt, au moins pour sauvegarder leur liberté, leur dignité, et leur sens de la justice—. Je parle ici des citoyens européens et états-uniens qui jouissent de droits démocratiques établis, et pas des peuples appauvris du Sud qui manquent de moyens pour effectuer des changements.

Vous les Européens, êtes des peuples qui vivent dans une relative démocratie —et elle est très relative ; vous vivez dans le bien être sur le plan économique ; vous pouvez faire valoir votre voix dans des élections régulières et vous pouvez l'utiliser pour provoquer un changement, mais il va falloir, pour vous réveiller, un bruyant appel du Sud néo-colonisé qui réaffirmera sa volonté et sa demande de justice, de développement durable, et de réparation pour des siècles de domination coloniale. Les citoyens européens peuvent être résolument convaincus

de rejeter leur héritage colonial et de reprendre le contrôle de leurs destinées des mains de leurs élites dirigeantes défaillantes qui les ont pris en otage et trahissent de plus en plus leurs intérêts. Mais cela va demander un grand travail de conscientisation, et beaucoup de campagnes de persuasion, à petite échelle, mais soutenues et susceptibles de s'amplifier graduellement. Ce travail de fond est crucial et indispensable pour combler le fossé Nord-Sud, pas seulement sur le plan économique, mais également sur le plan conceptuel et culturel.

**Silvia Cattori** : *Vous, les Palestiniens, savez mieux que quiconque que les États-Unis et Israël se sont servis des attentats du 11 septembre 2001 pour qualifier toute résistance de « terrorisme ». Aujourd'hui, vos autorités aussi s'engagent à suivre cette même voie. M. Abbas proclame qu'il va combattre les « terroristes du Hamas », au nom des « musulmans modérés ». Le but réel n'est-il pas de combattre la seule résistance anticoloniale qui existe encore en Palestine ?*

**Omar Barghouti** : Oui, mais le mouvement sioniste a joué un rôle clé pour promouvoir frénétiquement cette théorie du « choc des civilisations », fondée sur la fausse prémisse que le 11 septembre était un combat entre les musulmans et le reste du monde, entre l'Islam et la —ainsi nommée— civilisation « judéo-chrétienne ». Ce concept néoconservateur adopté par le sionisme a conquis une place prééminente à l'Ouest, malheureusement, et a influencé beaucoup d'Européens.

Vous ouvrez n'importe quel journal européen de grande diffusion et vous y trouvez toujours quelque chose qui renforce le portrait des musulmans comme celui de « l'autre » diabolique. Les musulmans sont nonchalamment qualifiés de « terroristes ». On ne vous parle jamais de quoi que ce soit touchant la civilisation islamique. Ce dont on vous bombarde par l'image et le son, ce sont des musulmans en colère, hurlant, brûlant des drapeaux et soutenant Ben Laden. Sans aucun contexte. Et vous n'entendez jamais ces gens parler par eux-mêmes. Il y a toujours quelque sage expert occidental pour les interpréter, les expliquer, parler à leur place, les recréer. Bien sûr, certains de nos « leaders », affligés d'une mentalité d'esclave et dépourvus de vision et de principes, ont interiorisé ces concepts au point qu'ils en ont oublié que la vie existe en-dehors de cette misérable réduction. De leur point de vue, comme l'avait autrefois écrit le pédagogue brésilien Paulo Freire : être, c'est être comme l'opresseur,

(Suite lire: piece jointe)

---

## 2-2 Annapolis

### 1 Point de vue de Souleiman : Le projet de la création d'un état palestinien verra-t-il le jour ou s'agit-il tout simplement de la poudre aux yeux ?

*BUSH, MEGALOMANE, TERRORISTE HORS PAIR ET FAISEUR DE PAIX (?)*

Extraits : Partie Palestine

La conférence d'Annapolis n'est-elle finalement qu'un paravent derrière lequel on fomenté la guerre civile entre Palestiniens et ou les Etats-Unis misant sur une coalition outre-atlantique prépareraient une attaque de l'Iran en plongeant la région dans un chaos indescriptible. Comment le président BUSH parviendra-t-il à concilier des inconciliables en prêchant la paix alors que l'hypocrisie d'ISRAEL atteint son comble par des entraves qui sont aux antipodes du sommet d'Annapolis.

Le ministre du logement, allergique à la perspective de deux états souverains vivant côte à côte a indiqué que Jérusalem Est n'était pas concernée par le gel de la colonisation car ayant été annexé comme prise de guerre par Israël et de surcroît, le Ministre israélien de la guerre, Ehud Barak, prototype du parfait terroriste a fait état d'une imminente attaque d'envergure contre Gaza. Tout le monde aura compris que le but des dirigeants sionistes, rebelles à toute solution préconisant la création d'un état palestinien, reconnu dans ses frontières de 1967, n'était pas de négocier mais d'obtenir qu'avec le temps ses voisins arabes fassent la paix, ne montrent plus aucune hostilité à son égard et bien au contraire fassent acte d'allégeance devant l'architecte du chaos et de la confusion qu'à toujours incarné cette zone de non droit, là où précisément s'est incrusté ISRAEL.

Après s'être « investi » dans le rapprochement des deux protagonistes dans la crise israélo-palestinienne, le président BUSH maintenait fermement l'existence d'un danger nucléaire iranien, d'un recours optionnel à la force militaire malgré le démenti de l'AIEA contredisant le discours belliqueux du Président américain sur l'IRAN et le rapport de la CIA affirmant péremptoirement que les activités nucléaires de l'IRAN ont été gelés depuis 2003.

...

#### - QUELLE PAIX ET POUR QUEL ETAT PALESTINIEN DEJA GRAVEMENT MORCELE ?

...

Le président BUSH projette de se rendre en janvier dans la région du Proche Orient pour favoriser personnellement la paix et se métamorphoser spontanément en faiseur de paix, attendant que les médias ne tarissent pas d'éloges sur celui qui vient d'inventer la paix et circonscire la guerre. Afin de confirmer son implication personnelle dans le nouvel effort de paix engagé à Annapolis entre Israéliens et Palestiniens, le président BUSH devrait effectuer sa première visite dans les territoires palestiniens et en Israël du 10 au 13 janvier afin de se refaire une nouvelle virginité, recevoir le prix Nobel de la paix ( ? ) avant qu'il ne quitte définitivement le bureau ovale de la Maison Blanche.

Sous l'impulsion peut-être la plus forte donnée en sept ans par un président et une administration accusés de s'être détournés de la question, Israéliens et Palestiniens se sont entendus, sous l'égide de M. Bush, pour relancer des négociations enlisées et demeurés au point mort depuis les accords d'Oslo et rechercher avant fin 2008 un accord de paix menant à la création d'un Etat palestinien alors qu'en même temps, l'entité sioniste s'apprêtait à relancer la construction d'une colonie controversée et que ses dirigeants n'avaient pas l'air d'approuver l'initiative de paix proposée par le président BUSH.

La conférence d'Annapolis a cependant illustré l'importance que les alliés arabes des Etats-Unis, très peu enclins à défendre les palestiniens accordaient à l'engagement non seulement des Etats-Unis, mais aussi de M. Bush pour résoudre un conflit vieux de 60 ans qu'ISRAEL a transformé en des boucheries interminables dans les territoires occupés. Les Etats-Unis seront activement engagés dans ce processus, que nous utiliserons tout notre pouvoir pour préparer la création d'un Etat palestinien qui vivra en paix au côté d'Israël", a dit M. Bush en présence du Premier ministre israélien et de M. Abbas, à présent président de l'Autorité palestinienne, au lendemain d'Annapolis. Il a donné aux Israéliens et aux Palestiniens son engagement personnel à faire "tout (son) possible", aussi longtemps qu'il sera président, pour les aider et pour que cette nouvelle entreprise, engagée dans un climat de scepticisme, n'avorte pas comme les précédentes. Et pourtant, tous les ingrédients sont omniprésents pour faire capoter le processus de paix engrangé sous les auspices du président BUSH. Pour Preuve :

Ces tentatives du président de normaliser le cours des choses au Proche Orient contrastent très mal avec les déclarations du Ministre israélien de la guerre, Ehud Barak, qui fait état d'une imminente attaque d'envergure contre Gaza. Ces propos ont été rapportés le 4 Novembre par l'Agence de presse allemande DPA, précisant que l'armée israélienne attaquerait, bientôt, la Bande de Gaza. Barak a déclaré que l'heure d'une invasion d'envergure de la Bande de Gaza était venue, tandis que, selon lui, cette vaste opération ne mettrait pas fin à ce qu'il a appelé le terrorisme palestinien. Interrogé sur la demande des ministres du Parti travailliste d'entamer le dialogue avec le mouvement Hamas, Ehud barak a déclaré que le moment n'était pas encore arrivé pour que Tel-Aviv établisse des liens avec le Hamas.

...

Souleiman

Militant des droits de l'homme

Pour LVO

Le 6 Décembre 2007

## 2 Point de vue de Bruno Guigue : L'écran de fumée d'Annapolis.

Mêmes acteurs vieilliss (ou presque), même scénario répétitif : la dramaturgie d'Annapolis est censée enclencher la même dynamique vertueuse que les défunts accords d'Oslo. A l'approche d'une piteuse fin de mandat, le président américain pousse les feux. En quatorze mois, nous dit-on, il voudrait parvenir au règlement définitif d'un conflit cinquantenaire

Extraordinaire magie du verbe, relayée par la fascination universelle pour cette diplomatie à grand spectacle dont le principal usage est de revêtir d'un substantiel écran de fumée les ressorts mêmes du conflit qu'elle prétend régler.

Annoncée avec emphase pour la fin 2008, la paix scellée au Proche-Orient viendrait ainsi auréoler la présidence impériale d'une magnifique couronne d'olivier. Mais qui croit vraiment à cette fable ? Se découvrant une vocation tardive de grand pontife des liturgies internationales, George W. Bush voudrait combler son déficit abyssal sur la scène de la paix mondiale. On le comprend aisément, tant la tâche est lourde. Jouant la montre, Israël de son côté fait à son grand protecteur les concessions de façade auxquelles il est régulièrement convié : du moment que l'essentiel est sauf, un peu de théâtre ne nuit pas.

Quant aux Palestiniens, l'héritier de Yasser Arafat fait figure de caution illusoire pour un processus qui se débat dans les mêmes contradictions que celui d'Oslo. Comment le président épuisé d'une Autorité fantomatique, politiquement minoritaire, pourrait-il peser dans les négociations ? Et, d'ailleurs, cherche-t-il vraiment à y peser ? Selon la plupart des commentateurs, la seule « base » qui réunit les protagonistes d'Annapolis est la crainte de la « montée de l'islamisme » dans la région. L'arrière-pensée d'Annapolis, c'est le Hamas en ligne de mire.

Mais du coup, l'appui américain à Mahmoud Abbas est comme la corde qui soutient le pendu. Désormais située dans l'orbite occidentale, la direction de l'OLP se résout à l'impuissance. Pire, en épousant la logique du « contre-terrorisme », elle se condamne aussi à l'illégitimité. La défaite politique du Fatah ne date pas des élections de janvier 2006, mais du jour où l'Autorité a accepté les livraisons d'armes israéliennes. Que l'OLP assume sans sourciller cette fonction supplétive alors même qu'elle s'adosse, elle, au droit international, est évidemment dévastateur pour la cause palestinienne.

La tare originelle du processus d'Annapolis, au demeurant, se lit entre les lignes de la déclaration finale. Israël et l'OLP s'y engagent à « lancer immédiatement des négociations bilatérales pour conclure un traité de paix résolvant toutes les questions pendantes » et à « remplir immédiatement leurs devoirs respectifs édictés par la feuille de route pour une solution permanente à deux Etats ». Le programme est alléchant. Mais les responsables israéliens ont aussitôt claironné leur victoire en arguant que des négociations bilatérales excluraient toute

« pression extérieure ». Ainsi le sort d'une éventuelle « conférence internationale sur le Proche-Orient », jadis réclamée par la France, est-il scellé d'avance.

La deuxième victoire d'Israël, c'est l'absence de calendrier précis. Les deux parties ont simplement accepté de « faire tous les efforts » pour « parvenir à un accord avant la fin 2008 ». Démission de la communauté internationale, échéancier non contraignant : en réalité, Israël a défini à sa convenance le cadre des négociations à venir. Adeptes du rapport de force, l'Etat hébreu privilégie le face-à-face avec les Palestiniens : dans le discret huis clos des relations bilatérales, il met à profit son écrasante supériorité pour ignorer superbement la loi internationale dont se prévalent ses interlocuteurs. Héritier d'Ariel Sharon, Ehoud Olmert a ainsi obtenu ce qu'il voulait : du bilatéral à l'état pur, sans aucune obligation de résultat.

Du coup, la conclusion du processus risque fort d'être conforme à ses prémisses. Il est clair que, du côté américain, cette absence de résultat prévisible n'a pas la moindre importance. Le principal intérêt de cette mise en scène, c'est de montrer George W. Bush à pied d'œuvre le temps d'une spectaculaire réunion au sommet. L'issue des négociations, elle, dépendra du bon vouloir des deux principaux protagonistes, c'est-à-dire du plus fort d'entre eux. Et ils assumeront la responsabilité de l'échec qui s'ensuivra selon toute probabilité.

Pour Israël, le principal objectif est d'achever le processus de déréalisation du leadership palestinien. Embrassant l'OLP pour mieux l'étouffer, l'occupant la contraindra soit à avaliser un compromis déshonorant, soit à se retirer du jeu à la dernière minute pour y échapper. Dans les deux cas, l'Etat hébreu sera politiquement gagnant, en ayant obtenu au surplus ce qui lui tient particulièrement à cœur : davantage de temps pour intensifier la colonisation des territoires occupés, afin d'y créer délibérément une situation irréversible.

C'est pourquoi Ehoud Olmert a tant insisté pour retenir, parmi les textes de référence, la lettre de George W. Bush à Ariel Sharon (avril 2004) qui jugeait « irréaliste » le retour aux frontières de 1967 et avalisait ainsi de nouvelles annexions israéliennes en territoire palestinien. L'initiative de paix du sommet arabe de Beyrouth (mars 2002), qui proposait à Israël une reconnaissance unanime des Etats arabes en échange de la restitution des territoires, en revanche, est restée aux oubliettes.

Comment, dans ces conditions, ce qui a échoué en 1993-2000 aurait-il la moindre chance de réussir en 2008 ? Les ressorts du conflit sont plus tendus que jamais, au point de rendre parfaitement invraisemblable le succès d'un « processus de paix » dicté par des considérations électorales exogènes. Et le moins qu'on puisse dire est que les attermoissements, les contradictions et la monumentale hypocrisie des grands acteurs internationaux sont pour beaucoup dans le marasme qui sévit au Proche-Orient.

Réclamées à grand cri par la communauté internationale, les élections législatives palestiniennes de janvier 2006 ont donné lieu à une nette victoire du Hamas. Qu'importe : celle-ci fut aussitôt frappée d'illégitimité par les puissances occidentales, qui infligent encore aujourd'hui aux représentants légitimes du peuple palestinien un ostracisme s'ajoutant à la répression exercée par l'occupant. D'autant plus attachées à la démocratie, décidément, qu'elles peuvent en déterminer elles-mêmes le résultat à la place d'électeurs jugés immatures, ces puissances vont-elles désormais proposer la « dissolution » du peuple palestinien ?

Présentée comme une prouesse achevant la geste d'Ariel Sharon, l'évacuation de Gaza par l'armée israélienne, elle, a finalement débouché sur le blocus de ce minuscule territoire où un Fatah moralement déliquescents a été chassé du pouvoir par ses rivaux islamistes. Et cet affrontement fratricide a créé le ferment d'une meurtrière guerre civile qui, en ruinant la cohésion du camp palestinien, offre à la puissance occupante une formidable rente de situation et contribue à éloigner davantage la perspective d'un règlement équitable.

C'est dans cette atmosphère délétère que le prurit diplomatique de Washington, après des années de léthargie, vient accoucher subitement d'un énième processus de paix auquel personne ne croit. Mais les paramètres du conflit, eux, sont connus de longue date. Dictée par le droit international, esquissée à Taba puis à Genève, la solution du conflit passe par la restitution des territoires occupés, le démantèlement des colonies et la mise en œuvre d'une solution équitable au problème des réfugiés, laquelle suppose la reconnaissance officielle du préjudice infligé aux Palestiniens en échange du renoncement à l'application intégrale du droit au retour. Cette issue au conflit, l'OLP en a fait son axe stratégique majeur depuis le conseil national d'Alger en novembre 1988, et elle s'est engouffrée dans la brèche d'Oslo en espérant y parvenir par la voie diplomatique. Le Hamas, de son côté, l'a acceptée du bout des lèvres depuis 1995, date à laquelle Cheikh Yassine a proposé une trêve de longue durée à l'Etat hébreu contre la libération des territoires occupés. Mais flairant dans les accords d'Oslo un marché de dupes, le Hamas leur reprocha leur manque de clarté politique, l'absence de calendrier contraignant et le déséquilibre du processus au profit d'Israël. Déjà ..

Soumis en toute impunité à un enfermement sans équivalent sur la planète, on ne voit pas pourquoi les Palestiniens devraient aujourd'hui désavouer ceux de leurs représentants dont l'analyse politique a été confirmée par les faits. Quotidiennement pris en otages par l'occupant, abandonnés par une communauté internationale assujettie à l'hyperpuissance, victimes d'une croissance ininterrompue des colonies qui atteint son apogée durant le processus de paix (1993-2000), nul doute qu'ils sont vaccinés, eux, contre la trompeuse euphorie des conférences internationales.

Bruno Guigue

Bruno Guigue, Diplômé de l'ENS et de l'ENA, auteur de "Proche-Orient : la guerre des mots", L'Harmattan, 2003.

Droits de reproduction et de diffusion réservés © [Oumma.com](http://www.oumma.com)

Publié le 12 décembre 2007 avec l'aimable autorisation d'Oumma.com

Source : Oumma.com

[http://www.oumma.com/...](http://www.oumma.com/)

### 3 Point de vue de Cirepal : 'Les autres'.

C'est au cours de sa tournée de retour d'Annapolis, entre l'Egypte et l'Arabie Saoudite, que M. Mahmoud Abbas, président de l'Autorité palestinienne, a lancé une nouvelle bombe : les Palestiniens de 48, ceux qui sont restés dans leur pays après la Nakba, ceux qui résistent quotidiennement contre la judaïsation effrénée de leur pays, sont « les autres ». Dans une déclaration où M. Abbas fait montre d'une ignorance totale de l'histoire de la Palestine, il déclare : « Du point de vue historique, il y a deux Etats, Israël et la Palestine. En Israël, vivent les juifs et *les autres*. Nous pouvons reconnaître cela et pas autre chose », comme s'il y avait encore autre chose à reconnaître et à brader.

« Les autres », d'après M. Abbas, ce sont les Palestiniens de 48, ceux dont la présence dans leur pays a été déjà bradée par les accords d'Oslo, en 1993, ceux que l'Etat sioniste lui-même considère comme « une bombe démographique » et « une menace stratégique », ceux qui sont menacés d'une nouvelle Nakba, avec la bénédiction de son équipe, les éradicateurs.

Palestiniens de 48 : une résistance quotidienne .

Les Palestiniens de 48, ceux qui sont restés dans l'Etat sioniste après sa fondation, ont vécu sur leurs terres dans leurs maisons ancestrales, dans leurs villages ou villes, ou bien sont des réfugiés (les réfugiés internes) qui ont été interdits de retourner à leurs villages, leurs terres et leurs maisons, après la Nakba, bien qu'ils soient demeurés dans les frontières de l'Etat sioniste.

Placés sous gouvernement militaire de 1948 à 1966, ils ont été empêchés de se déplacer, même d'un village à l'autre, sans autorisations spéciales accordées par le gouverneur militaire. Dans le Naqab, en Galilée ou dans les villes devenues mixtes, c'est au cours de cette période où ils ne pouvaient se déplacer ni agir que les autorités sionistes ont confisqué leurs terres et détruit les villages, les obligeant à se concentrer sur moins de 20% de leurs terres.

Aujourd'hui, en 2007, 31 ans après la Journée de la Terre (30 mars 1976) où ils se sont soulevés massivement contre les expropriations de leurs terres, ils poursuivent leurs luttes quotidiennes contre toutes formes d'israélisation de leur société palestinienne, contre les expropriations de ce qui leur reste de terres, contre la judaïsation de leurs lieux de vie et de culte, comme ils luttent contre les discriminations raciales pratiquées à leur encontre par l'institution ou par la société israéliennes dominantes. Près d'un million et demi de Palestiniens vivent dans leur pays et sont considérés comme une « minorité », dans un Etat colonial qui accorde la pleine citoyenneté à tout étranger de religion juive, au détriment du Palestinien qui, par ses luttes, a acquis une marge de liberté aujourd'hui menacée.

La société palestinienne de l'intérieur est menacée : la proposition israélienne de faire adopter par les Etats arabes et par l'Autorité palestinienne l'idée d'un Etat juif aux côtés d'un Etat palestinien n'est que la facette officielle d'une nouvelle nakba, catastrophe, visant à expulser la majeure partie des Palestiniens de 48 vers la Cisjordanie, la bande de Gaza ou la Jordanie. La demande réitérée de reconnaître l'Etat sioniste comme un Etat juif signifie, aux yeux du sionisme qui gouverne cet Etat, que les Palestiniens de 48 n'ont pas de place dans leur propre pays. Considérés par plusieurs dirigeants sionistes comme « une bombe démographique », car de 350.000 en 1948, ils sont passés au million et demi en 2007, ils sont, de plus, les témoins vivants de la Nakba de 1948, les indéracinables fermement accrochés à leur présence et à leurs droits.

Au cours des dix dernières années, après leur abandon par les signataires des accords d'Oslo, les Palestiniens de 48 (ou les Palestiniens de l'intérieur) ont su développer leurs propres stratégies de défense et de lutte. Refusant le terme que leur appliquent les sionistes et leurs amis : « Arabes israéliens ou d'Israël », ils revendiquent leur identité palestinienne, leur identité arabe palestinienne. Ils refusent également de considérer que la citoyenneté israélienne qui leur a été accordée par l'Etat sioniste soit une faveur, car comme ils le disent : « nous n'avons pas demandé la citoyenneté, nous sommes et vivons dans notre pays, avant la création de leur Etat ». Ils refusent aussi la dislocation de leur société par l'Etat sioniste qui les a catégorisés en plusieurs groupes : les « arabes » (les chrétiens et les musulmans), les « bédouins » (les habitants du Naqab et aux alentours d'al-Quds), les « druzes » et les « tcherkesses » (Palestiniens d'origine tcherkesse). Alors que l'idéologie et les dirigeants sionistes considèrent que les juifs du monde entier constituent « le peuple juif » et que l'Etat créé en Palestine est leur « foyer national », l'idéologie sioniste démantèle un peuple en plusieurs catégories, les distinguant soit par la religion, le mode de vie, l'origine ou la région qu'ils habitent.

#### Palestiniens druzes

Il en est ainsi pour les arabes Palestiniens druzes, qui vivent dans la région de Galilée. L'Etat sioniste a essayé de distinguer cette catégorie de Palestiniens en l'incluant dans le service militaire. Si, au cours des années précédentes, la population druze avait considéré que son israélisation par le biais du service militaire pouvait la protéger de la confiscation de ses terres ou lui permettre d'accéder à des faveurs interdites aux autres Palestiniens, elle a dû déchanter, notamment depuis les années 70, qui a assisté à un éveil de la population palestinienne druze sur le rôle que l'Etat sioniste lui réservait : être le gendarme de l'Etat spoliateur contre son propre peuple, qu'il vive sous occupation depuis 1948 ou dans les territoires occupés en 1967.

Le refus du service militaire par les Palestiniens druzes est une pratique ancienne. Nombreux sont ceux qui avaient refusé, depuis les années 70, de s'engager, préférant passer quelques années en prison plutôt que de lever les armes contre leurs frères, sans s'attendre d'ailleurs à une quelconque publicité ou rétribution pour leur acte, jugeant qu'ils ne font rien d'autre que leur devoir. Mais la vague s'est amplifiée depuis la première intifada

pour devenir un réel problème pour les autorités sionistes, au cours de l'Intifada al-Aqsa. Généralement, les Palestiniens druzes ne sont pas inclus parmi les contestataires israéliens, car la signification de leur refus est différente : non seulement ils refusent de se rendre dans les territoires occupés en 67, mais ils refusent tout net de servir dans l'armée sioniste. Leur refus est d'ordre national, et à ce titre, ils sont emprisonnés ou en fuite, dans la clandestinité.

#### Bqay'a, un village en révolte

L'histoire de la révolte des jeunes palestiniens, à majorité druze, dans le village de Bqay'a est significative : elle montre le degré de colère et la mobilisation de cette population jeune aux côtés des revendications nationales, rompant avec les alliances familiales et claniques qui ont longtemps dominé les expressions de cette confession. Au mois d'octobre dernier, des jeunes du village Bqay'a manifestent leur colère contre l'installation d'antennes satellitaires près des maisons de colons juifs, aux lisières du village et cassent les antennes. C'est alors que des centaines d'hommes des unités spéciales des forces de la répression interviennent massivement le 30 octobre 2007, comme s'ils attendaient un tel moment, et envahissent le village. Pour la première fois depuis l'invasion et l'occupation de la Palestine, une telle force n'était entrée dans un village arabe. C'est l'affrontement, ce à quoi ne s'attendaient pas les policiers, dont plusieurs sont blessés. Les forces sionistes arrêtent plusieurs jeunes mais les villageois ripostent et s'emparent de plusieurs policiers. Après avoir détruit des biens appartenant aux Palestiniens, les forces sionistes sont obligées de libérer les jeunes, en échange de leurs policiers. C'est ainsi que les jeunes d'al-Bqay'a ont montré leur rejet de l'institution israélienne. Jusqu'à présent, les autorités de l'occupation essaient de comprendre ce qui s'est passé, et comme pour la guerre contre le Liban en 2006, les responsables se jettent mutuellement la responsabilité : d'après la télévision israélienne, qui continue à commenter les événements, un mois après, les responsables israéliens admettent l'échec de leurs services de renseignements et l'échec de leur intervention armée dans le village.

Al-Bqay'a est un de ces villages palestiniens de Galilée où vivent plusieurs confessions, dont des juifs qui ont vécu dans une harmonie parfaite avec les autres confessions, depuis des centaines d'années. Ces juifs palestiniens sont totalement étrangers à une nouvelle vague de colonisation juive dans le village représentée par deux associations sionistes dont le mot d'ordre est la « libération d'al-Bqay'a des étrangers ». Ces associations sionistes hautement financées, ont acheté à bas pris plusieurs maisons, par des moyens directs ou détournés, et sont soutenues par des partis sionistes au pouvoir. Ce sont ces colons que la police a prétendu vouloir protéger dans le village, et non pas les juifs palestiniens, qui vivent dans d'autres quartiers. Mais au-delà des événements qui s'y sont déroulés, l'affaire d'al-Bqay'a a confirmé la progression de la judaïsation de la Galilée activement prônée par le président de l'Etat actuel, Shimon Pérès, qui avait considéré que le désengagement de la bande de Gaza devait être compensé par une colonisation active de la Galilée et du Naqab, deux des trois régions où sont rassemblés les Palestiniens. Et cette colonisation se déroule au cœur même des villages arabes.

M. Sa'ïd Naffa', député du Rassemblement national démocratique et fondateur du mouvement d'al-Ma'roufyin al-Ahrâr (libres descendants des Banu Ma'rûf (arabes druzes)) a expliqué, au cours d'une journée d'études consacrée à l'émeute d'al-Bqay'a que la discrimination raciale et l'encerclement des Arabes, y compris les druzes, sont systématiques et découlent de l'idéologie d'un Etat juif. Il a appelé les Palestiniens de l'intérieur à une plus grande unité populaire pour la défense de leurs droits et à cesser de courir après les partis sionistes pour obtenir des miettes, considérant que seule la lutte et l'enracinement dans le pays peuvent arracher les droits palestiniens. Ces attitudes nationales de la direction palestinienne de l'intérieur ne sont pas du goût des responsables sionistes, qui mènent actuellement une campagne contre le député Sa'ïd Naffa', comme celle qui avait été menée contre Azmi Bishara, criminalisant ses paroles et ses actes. Il y a quelques jours, le professeur Nuhad Melhem a été arrêté et le député Sa'ïd Naffa' convoqué par l'unité des renseignements spéciaux de la police israélienne, par mesure d'intimidation. Le comité de suivi a, dans un communiqué, dénoncé ces mesures d'intimidation, jugeant qu'elles s'inscrivent dans une campagne contre les druzes et les autres Palestiniens, comme le confirment les événements d'al-Bqay'a et les déclarations racistes du rabbin de Safad.

#### Le service civil : une escroquerie sioniste

Depuis la création de l'Etat sioniste en 1948, les palestiniens de l'intérieur n'ont jamais été concernés par le service militaire dû par les colons juifs, à l'exception des druzes qui y sont obligés et des bédouins pour lesquels il est facultatif. Mais plusieurs dirigeants sionistes, dont Sharon, avaient envisagé de faire remplacer le service militaire aux Palestiniens par le service civil, à partir de l'équation sournoise de l'égalité entre droits et devoirs des citoyens. Pour les Palestiniens, cette équation n'a aucun fondement, d'abord parce qu'ils jugent que leur présence dans le pays n'est pas une faveur mais un droit, qu'ils n'ont pas demandé à être citoyens de cet Etat et qu'ils vivent dans le pays avant même sa création. Ensuite, ils sont soumis à toutes sortes de discriminations, leurs terres sont confisquées, leurs maisons détruites, les régions dans lesquelles ils vivent sont les plus pauvres et les moins desservies en services, ce qui les place hors de l'équation avancée par les responsables de l'Etat. De plus, ils ont acquis la conviction intime que tout pas vers leur israélisation entraînera leur propre perte, perte de leur identité, de leur cause nationale d'autant plus qu'il consolidera l'Etat colonial et raciste qui les domine et que rien, sinon la poursuite de leurs luttes et leurs mobilisations, ne peut leur garantir qu'ils ne subiront pas une autre nakba.

Le service civil prôné par les autorités de l'occupation sioniste n'est, d'après un entretien avec Sa'ïd Naffa', qu'un piège dans lequel l'Etat veut enfermer les Palestiniens de l'intérieur. Au cours de la guerre contre le Liban en juillet 2006, cet Etat a réalisé qu'il avait besoin de personnel dans ses institutions publiques, lorsque ses citoyens juifs sont au front et dans les institutions militaires et sécuritaires. Il a également besoin d'entrer dans la société palestinienne, dans ses régions et ses quartiers, pour la démanteler de l'intérieur, assistant à un retour en force de la cohésion et des revendications nationales. Les jeunes palestiniens du service civil seraient le canal israélien, ceux qui seraient au service de l'Etat colonial contre leur propre société.

Les Palestiniens de 48 ont réagi assez rapidement contre le service civil. Partis politiques, associations, chefs spirituels, municipalités et haut comité de suivi des Arabes de l'intérieur se sont mobilisés contre cette nouvelle forme de collaboration obligatoire avec les autorités. Plusieurs comités comme les « mères contre le service civil » ou les « étudiants contre le service civil » ont vu le jour et s'activent pour expliquer à la population les dangers qu'il représente pour la cohésion sociale et nationale.

#### Etat d'Israël : Etat d'apartheid

Le dernier rapport sur la montée du racisme israélien envers la population palestinienne de 48 est l'indicateur le plus récent sur la progression et la quasi-généralisation du racisme dans la société israélienne, qui se perçoit comme une société occidentale supérieure et qui réclame l'expulsion des Palestiniens de 48 (formulée par un député et ministre israélien, Lieberman) pour vivre « entre Juifs ». L'association pour les droits des citoyens en Israël a, dans son rapport, démontré que l'opinion de la population israélienne n'est pas si différente de ses dirigeants, qu'ils soient jeunes universitaires ou habitants de cités.

Dans un débat télévisé sur al-Jazeera consacré au rapport sus-mentionné, un professeur d'université anciennement ministre du culte, Shatrit fait porter la responsabilité de la montée du racisme à la population palestinienne elle-même, reprenant la vieille formule constamment renouvelée par les idéologues sionistes que les Palestiniens sont eux-mêmes responsables de leur catastrophe parce qu'ils refusent les recettes israéliennes. Tout au long de l'émission, il a évité de prononcer le terme même de racisme lorsqu'il s'agissait de dénoncer des actes ou des paroles, même celles de Lieberman, se contentant de déplorer un état de fait dont les Palestiniens seraient également responsables, d'après lui.

Quant à Jamal Zahalka, député du Rassemblement national démocratique, il commente le rapport disant que la montée du racisme dans la société israélienne témoigne de la crise d'identité dans cette société que les dirigeants essaient d'escamoter en la mobilisant dans la haine envers les Palestiniens et les Arabes. Il n'est pas étonnant que ce racisme se développe quand tous les jours, de nouvelles lois racistes sont votées à la Knesset : la loi sur le retrait de la nationalité (visant Azmi Bishara et sheikh Raed Salah), la loi sur la vente des terres exclusivement aux Juifs, sur les conditions de la citoyenneté et la proclamation de la fidélité à l'Etat juif, etc... Le danger du racisme réside quand il est accompagné d'une force, ce qui montre la gravité du développement du racisme dans l'Etat, ses institutions et ses médias, car il constitue une menace stratégique contre les Palestiniens de l'intérieur.

Pour revenir au mot du président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, *les autres*, ce sont ces Palestiniens enracinés qui, les mains nues, poursuivent inlassablement leur combat contre l'institution la plus coloniale et la plus raciste au monde, abandonnés par les officiels de l'OLP et de l'Autorité palestinienne, mais en liaison permanente avec leur peuple, dans les territoires occupés et les camps de l'exil.

Cirepal

10 décembre 2007

Centre d'Information sur la Résistance en Palestine

Source : Cirepal

## 2-3 Point de vue de Morsi Attalah : Le fait accompli ne fait pas la paix.

Je ne serais pas injuste envers les preneurs de décision américains en disant que leur manque de connaissance et de compréhension de l'histoire de la région du Moyen-Orient et de ses peuples, est à l'origine de l'échec de leurs plans pour la région.

Il s'agit donc de la capacité de l'Administration américaine à réviser ses positions et à tirer des leçons des échecs consécutifs des problèmes de la région avec en tête le conflit arabo-israélien.

Ce conflit est d'ailleurs à l'origine de la majorité des crises régionales !

Washington est incapable de comprendre que la force militaire peut servir d'outil de dissuasion temporaire mais ne peut opprimer la volonté d'une nation, effacer son histoire, détruire sa civilisation ou anéantir sa culture.

Israël soutenu par Washington pose une condition sine qua non à la poursuite du processus de paix. Ils veulent que les Arabes reconnaissent Israël en tant qu'Etat juif où il n'y aurait pas de place pour les Palestiniens, musulmans et chrétiens. Ceci est un emploi abusif de la force qui mène à une haine croissante envers la politique américaine dans la région.

La véritable crise n'émane pas de l'écart des positions entre les Arabes et les Etats-Unis. Elle tient plutôt au climat général qui suscite des craintes quant à l'engagement américain à parvenir à un règlement politique au conflit arabo-israélien basé sur la légitimité internationale.

Dans ce contexte, il incombe à Washington d'entamer une nouvelle ère de relations internationales avec le Moyen-Orient. Ce, afin d'effacer les séquelles de la politique de ces dernières années qui n'avait d'autre slogan

que la force. La force qui monopolisait même le droit de définir les notions et les termes, et qui était capable de nommer la « résistance » « terrorisme » et de définir la lutte contre le terrorisme comme un droit légitime d'autodéfense !

Il est grand temps que les Etats-Unis adoptent de nouvelles notions. Ils doivent réaliser que leur force doit émaner de leur capacité de créer la concorde et non du monopole de la confection des critères des droits de l'homme et des formes de démocratie. Ceci prouve que les positions de Washington n'émanent pas de principes fixes mais d'un calcul précis de ses intérêts. Il se peut qu'un pays soit hier un Etat voyou puis devienne demain un Etat modéré. En effet, les appellations changent selon des critères inconstants. Par conséquent, les modérés d'aujourd'hui peuvent devenir extrémistes et vilains selon les calculs de demain. Et les voyous d'hier peuvent devenir demain des raisonnables et des sages qui méritent les applaudissements et les encouragements ! Le monde entier doit savoir qu'Israël planifie depuis des années l'opération de mariage entre la philosophie sioniste pratique, basée sur l'imposition graduelle de nouvelles réalités sur le terrain, et la philosophie du sionisme romantique altéré qui rêve de s'approprier tous les territoires palestiniens jusqu'à la rive est du Jourdain. Les Israéliens se sont noyés dans leurs illusions après 1967 lorsque le désespoir et la dépression qui avaient gagné la Cisjordanie et Gaza leur avaient permis d'ouvrir la porte du travail aux Palestiniens en Israël et d'ouvrir les marchés palestiniens comme débouchés pour les produits israéliens et pour les faire entrer en fraude dans les pays arabes. Les Israéliens ont cru que la normalisation avec les pays arabes allait s'imposer avec le temps si les Palestiniens de la Cisjordanie et de Gaza acceptaient une normalisation totale leur assurant leurs besoins vitaux et compensant l'absence des droits politiques et la perte du rêve de l'Etat et de l'identité !

Mais les illusions des Israéliens ont commencé à se dissiper avec la guerre de 1973 qui a opéré un large éveil dans le monde arabe, notamment en Palestine. En effet, les Palestiniens ont commencé à exprimer leur rébellion contre l'occupation israélienne. Une rébellion qui a connu son apogée avec le déclenchement de la première Intifada en 1987. Cette Intifada n'a commencé à s'éteindre que lorsque les Israéliens se sont trouvés obligés de faire face à la réalité et d'abandonner leur lutte pour aller à Oslo et signer le premier accord de paix direct avec les Palestiniens.

Avec la dissipation de leurs illusions, les Israéliens ont découvert que malgré leur énorme suprématie militaire et le développement économique ainsi que le couvert américain dont ils jouissent, ils n'étaient pas le seul joueur sur la scène et qu'ils ne sont pas les seuls à déterminer le résultat du match. Ils ont découvert la réalité qu'ils avaient longtemps essayé d'oublier. Celle qu'il y a un peuple palestinien et des territoires palestiniens et que sans la reconnaissance de cette réalité, l'avenir et le destin de l'Etat hébreu resteraient suspendus quels que soient les outils d'Israël et sa force.

La prochaine étape sera l'une des plus importantes et des plus dangereuses dans l'histoire de la cause palestinienne. Il incombe donc davantage de conscience, de flexibilité et de capacité d'éviter les erreurs tactiques et stratégiques. En effet, le rêve palestinien de l'indépendance, de l'instauration d'un Etat, de la restitution de Jérusalem et de la résolution du problème des réfugiés doivent être au-dessus de toutes les considérations et de tous les conflits palestiniens.

Pour leur part, les Etats-Unis doivent cesser de soutenir la méthode israélienne qui considère la carte du fait accompli comme un espace ouvert aux concessions fondamentales des Palestiniens en contrepartie de concessions formelles d'Israël.

Nous voulons une paix réelle et non une paix temporaire. Une paix qui ne soit pas fondée sur le fait accompli.

Morsi Attalah

Mercredi 12 décembre 2007

Source : Al-Ahram hebdo

<http://hebdo.ahram.org/...>

---

### 3 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage.

#### 3-1 Les Arabes israéliens vivent dans un Etat qu'on leur a imposé.

Kol Shalom. : Edité du 14 décembre 2007

Le rapport annuel de l'Association israélienne des droits de l'Homme est accablant et sans appel : le racisme envers les Arabes israéliens a pris des proportions importantes et inquiétantes.

Ainsi, 55% des Juifs israéliens interrogés souhaitent que l'émigration des Arabes israéliens soit encouragée par l'Etat. 75% ne voudraient pas vivre dans un immeuble où habitent des Arabes et 55% considèrent également que Juifs et Arabes devraient avoir des lieux de divertissement séparés.

Les autres chiffres publiés dans ce rapport annuel ne font que confirmer l'hostilité à l'égard des Arabes israéliens, 20% de la population israélienne.

Comme l'a justement rappelé le Président de l'Etat d'Israël, Shimon Peres, il faut se dresser contre *cette dure et intolérable réalité*. Et surtout rappeler sans cesse que les Arabes israéliens n'ont jamais constitué cette cinquième colonne tant décriée par l'extrême droite et une partie de la droite israélienne depuis la création de l'Etat en 1948. Ils ont toujours fait preuve de loyauté même si leur situation est complexe et difficile.

Les Juifs ne doivent en effet jamais oublier que les Arabes israéliens vivent dans un Etat qu'on leur a imposé et que les symboles et l'ethos de celui-ci permettent difficilement une adhésion spontanée et naturelle de leur part.

Et pour ne rien arranger, leur Etat, Israël, est depuis sa création en conflit avec leurs frères de Cisjordanie et de Gaza. Face à cette situation inédite, il serait souhaitable que les Israéliens reviennent aux fondements même de la déclaration d'indépendance qui leur rappelle les principes d'égalité et de justice applicables à tous et à toutes, Juifs ou Arabes. Si certains Juifs israéliens se vantent à juste titre que les Arabes israéliens ont le droit de vote et que des députés arabes siègent à la Knesset, ils doivent alors être conséquents et les considérer comme des concitoyens à part entière. A défaut, il ne sera pas étonnant qu'un jour une majorité d'Arabes israéliens portera à son tour un regard plein de méfiance, voire de haine, à l'égard de l'Etat d'Israël. Dans ce cas ils se laisseront entraîner par les discours enflammés et irresponsables des partis arabes présents à la Knesset.

Qu'on le veuille ou non, la population arabe d'Israël constitue un défi quotidien extraordinaire aux Juifs de ce pays : ils doivent assumer pleinement que pour la première fois depuis plus de 2000ans ils forment la majorité. Cette position inédite a permis aux Juifs de s'émanciper collectivement mais elle leur impose aussi d'envisager différemment le rapport à l'altérité.

L'équipe de Kol Shalom.

Publié le 14 décembre 2007

Source : Les amis belges de Shalom Archav

<http://www.shalomarchav.be/...>

---

## 4 Annexe - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

### 4-1 Pierre Stambul : Un Etat ou deux Etats en Palestine ?

Le sujet pourrait paraître surréaliste quand on examine les drames actuels et la situation réelle de la Palestine : un pays qui n'a jamais été indépendant.

Plus de 700.000 Palestiniens ont été expulsés de chez eux en 1947-48. L'Etat d'Israël s'est établi après la Naqba sur 78% de la Palestine historique et a été reconnu internationalement malgré ce nettoyage ethnique fondateur. Ce qu'on appelle les « territoires palestiniens » sont occupés et (en bonne partie) annexés depuis près de 40 ans. Si on se bat pour une paix fondée sur l'égalité des droits et la justice, on doit se poser la question de la forme étatique future.

#### **Où est la frontière ?**

La première sensation que l'on a quand on voyage en Israël et en Palestine, c'est que la frontière internationalement reconnue (la ligne verte), celle d'avant 1967, a totalement disparu et que la colonisation a radicalement modifié la géographie de la région. Aucune carte israélienne n'indique la frontière.

Le réseau routier a absorbé la Palestine. L'autoroute Tel-Aviv Jérusalem traverse sur 10 Km les territoires occupés au niveau de Latrun, mais il faut une carte française pour s'en apercevoir. Les routes qui partent de Jérusalem vers le nord (Tibériade) ou le sud (Eilat) passent par Jéricho.

Le tourisme a absorbé les territoires occupés : les ruines de Qumran ou Hérodion en Cisjordanie, ainsi que le mont Hermon sur le Golan Syrien, sont devenus des parcs nationaux israéliens.

L'occupation a transformé la Palestine en plusieurs bantoustans. Les colonies d'Ariel et de Maale Adoumim sont devenues de véritables villes d'une trentaine de milliers d'habitants chacune. Celle de Maale Adoumim a été construite avec l'argent des « Chrétiens Sionistes » américains (qui sont des antisémites). Elle est devenue une luxueuse ville de banlieue de Jérusalem qui est distante de 10 Km. Les loyers sont beaucoup moins chers qu'à Jérusalem. Cette colonie est située sur un site fantastique entre le mont des Oliviers et le désert de Judée. Si Maale Adoumim reste israélien, il n'y aura aucun Etat Palestinien viable et le sud (Bethléem, Hébron) sera comme aujourd'hui totalement coupé du centre (Ramallah) ou du nord (Naplouse, Jénine).

L'économie a absorbé la Palestine : les colonies sont devenues des unités de production prospères et elles utilisent plus de 80% de l'eau de la région. Pour la production agricole, il est impossible de distinguer un fruit ou un légume produit en Cisjordanie occupée d'un autre qui serait produit à l'intérieur des frontières internationalement reconnues. Mais il n'y a pas que l'agriculture : la colonie de Mod'in Ilit est devenue un centre de pointe en informatique grâce à une main d'œuvre abondante et bon marché d'intégristes juifs. La colonie d'Ariel s'est dotée d'une grande université. La gigantesque usine de cosmétiques Ahava est installée au bord de la Mer Morte à quelques centaines de mètres de l'ancienne frontière mais en territoire occupé. Des routes de contournement permettent à tout Israélien(ne) d'aller en une heure de n'importe quelle colonie ou de la Mer Morte à Tel-Aviv. Pour les Palestinien(ne)s, le pays est balaféré par 750 check-points et ces voyages sont un véritable casse-tête quand ils ne sont pas purement et simplement impossibles. L'économie a aussi absorbé le Golan où se trouvent les seules pistes de ski « israéliennes » et où l'on produit le meilleur vin « israélien ».

Même quand l'occupation a théoriquement disparu, cela peut être encore pire. À Gaza, les anciennes colonies sont toujours des monceaux de ruines. Dans cette « entité hostile », les gouvernements israéliens expérimentent un blocus hermétique qui a plongé l'écrasante majorité de la population dans la misère.

#### **La question de Jérusalem**

Plus de 450000 Israéliens vivent dans les territoires occupés après 1967 et la moitié d'entre eux vivent dans « le grand Jérusalem ». Après la guerre de 1967, la ville a été instantanément annexée par un vote de la Knesset et ses limites ont été considérablement agrandies. Jérusalem-Est s'étend de Ramallah à Bethléem. Sa superficie représente 4% de la Cisjordanie. Jérusalem qui a aujourd'hui près de 800000 habitants, c'est à peu de choses

près 1/3 d'habitants Israéliens à Jérusalem Ouest, 1/3 d'Israéliens à Jérusalem Est et 1/3 de Palestiniens à Jérusalem Est. On repère qu'on rentre en « zone palestinienne » instantanément : les Palestiniens paient des impôts, mais ils ne reçoivent aucun service municipal en retour. Du coup, les rues sont défoncées, les égouts débordent, l'éclairage est chiche. L'accroissement de la Jérusalem Est israélienne est impressionnant : nouveaux quartiers, nouvelles routes, tramway en construction (merci Véolia, merci Alstom). Cette extension intègre petit à petit des colonies qui deviennent des villes de banlieue. Ces « nouveaux quartiers » sont construits sur d'anciens villages palestiniens. Deir Yassine où s'est déroulé l'un des plus graves crimes de guerre commis en 1948 (entre autres) par les terroristes de l'Irgoun n'existe plus. Le « nouveau quartier » qui a pris sa place s'appelle Givat Shaul. Le tunnel routier qui passe sous Givat Shaul s'appelle « tunnel Menachem Begin », l'homme qui, avant d'être Premier Ministre, avait dirigé l'Irgoun.

### **Une annexion qui se veut irréversible**

Si je m'attarde sur la situation actuelle, c'est pour signaler une évidence : les Israéliens ont déjà procédé à trois évacuations :

. 12000 colons du Sinaï évacués au moment de la paix séparée avec l'Égypte (1979)

. le « retrait » militaire du Sud Liban en 2000

. 8000 colons quittant la bande de Gaza quand Sharon a décidé l'évacuation en 2004.

À chaque fois, ces évacuations concernaient un faible nombre de personnes. À la lumière de ce passé, une évacuation du Golan et une paix séparée avec la Syrie semblent possibles. Mais pas une évacuation de la Cisjordanie et de Jérusalem où vivent 8% des citoyens israéliens.

Entre la signature des accords d'Oslo et l'assassinat de Rabin (en un an et demi), 50000 nouveaux colons se sont installés. En 14 ans depuis Oslo, la population israélienne dans les territoires occupés a doublé. Tout a été fait pour rendre cette annexion irréversible. Symboliquement, du point de vue des Français, la fin de la guerre d'Algérie avait été rendue possible par la décision de tirer sur les partisans de l'OAS (la fusillade de la rue d'Isly). On voit mal des dirigeants israéliens prendre la décision politique de déloger par la force 450000 personnes, voire de tirer s'ils résistent. Et si cette présence est définitive, que restera-t-il pour les Palestiniens, même s'il y a des « compensations territoriales » sous forme d'arpents de désert. Si la Jérusalem Est actuelle (ou en tout cas ses quartiers israéliens) restent israéliens, la Cisjordanie sera coupée en deux et la Palestine en trois avec Gaza. Ce sera encore bien pire si les Israéliens gardent Ariel, voire une partie de la vallée du Jourdain. Le Mur qui est déjà réalisé aux 2/3 annexe de fait une partie importante de la Cisjordanie. Dans le film « Le Mur », le général israélien interviewé par Simone Bitton explique que de toute façon « c'est chez nous des deux côtés ».

On peut donc dire que si les accords d'Oslo devaient aboutir dès 1997 à la création d'un Etat Palestinien, l'occupant a tout fait depuis leur signature pour rendre impossible cette issue. Attitude compréhensible à court terme, vu le rapport de force militaire, mais délirante à long terme. Cette politique n'est pas seulement criminelle pour les Palestiniens maintenus sous occupation. Elle est aussi suicidaire pour les Israéliens. Comment peuvent-ils imaginer se maintenir ad vitam eternam par la force sans accord équitable avec les Palestiniens ?

### **Un Etat, deux Etats ? Un peu d'histoire.**

Les rapports des Sionistes avec les Palestiniens commencent classiquement par une ignorance ou un refus de « voir » l'autre. C'était dans l'air du temps et tous les colonialismes ont procédé de la même façon avec les « indigènes » maintenus en infériorité et ignorés quand ils n'étaient pas massacrés. Il y a eu des divergences dans la communauté juive palestinienne au début du XXe siècle. Beaucoup étaient totalement étrangers à l'idée d'un foyer ou d'un Etat Juif. Ceux qui n'étaient pas des immigrants se sont opposés à cette idée. Le premier assassinat politique sioniste date de 1924 à Haïfa : il frappe le Juif Jacob de Haan qui partait à Londres pour protester contre la déclaration Balfour. Parmi, les premiers immigrants, beaucoup étaient révolutionnaires et il y a eu des grèves d'ouvriers Juifs et Palestiniens contre des patrons Juifs. Mais dès les années 20, les tendances les plus chauvines et les plus colonialistes s'imposent. C'est l'essor d'institutions étatiques comme l'Agence Juive qui provoque une prise de conscience nationale palestinienne et dès 1936 une révolte générale. En gros, les Palestiniens peuvent accepter une immigration même massive mais pas l'accaparement des terres ou la création d'un Etat Juif. La partition de la Palestine était impensable, tous courants confondus pour les Palestiniens d'où leur refus du plan de partage de 1947. Les Sionistes ont eu une attitude incroyablement pragmatique, manoeuvrant habilement pour obtenir le maximum dans un Etat Juif « ethniquement pur ». Ils ont d'abord accepté le partage de 1947 pour mieux préparer la guerre de 48. Dans l'histoire de cette guerre, l'historien Ilan Pappé montre, documents à l'appui, qu'il existait un plan délibéré (le plan « Dalet ») d'expulsion de tous les Palestiniens. Ceux qui ont pu résister à l'expulsion sont quelque part des miraculés. De nombreux politiciens israéliens regrettent aujourd'hui « qu'on n'ait pas achevé la guerre de 48 » et ceux qui prônent le « transfert » (l'expulsion au-delà du Jourdain) sont cohérents avec cette position.

La Naqba a eu des conséquences doublement dramatiques. Elle a durablement effacé l'idée même de la Palestine. Les Palestiniens qui ont pu rester sur place sont devenus des étrangers dans leur propre pays (devenu Etat Juif) et en tout cas des sous citoyens. Pour les Israéliens, jusqu'aux accords d'Oslo, il n'existe pas de Palestine. Il y a les « Arabes » et ils ont suffisamment de territoires pour intégrer les réfugiés et leurs descendants.

Depuis 60 ans, les réfugiés palestiniens dans les pays arabes voisins subissent toutes sortes de discriminations (c'est flagrant au Liban). Entre 1948 et 1967, l'Égypte et la Jordanie ont considéré comme définitives les annexions de Gaza ou de la Cisjordanie. La Palestine avait disparu.

Quand le mouvement national palestinien a commencé à émerger à partir de 1965, il était très influencé par diverses idéologies révolutionnaires et il était pour « Un seul Etat laïque en Palestine » où cohabiteraient Palestiniens et Juifs après le retour des réfugiés Palestiniens.

La reconnaissance d'Israël par l'OLP (dans ses frontières internationalement reconnues) à Alger en 1988 est un virage complet. Comment l'expliquer ? Après des années de lutte partout où c'était possible, après des défaites cinglantes (Septembre Noir, la guerre du Liban que la direction de l'OLP doit quitter pour Tunis), la direction palestinienne décide de jouer la légalité et le droit international. Il n'y avait probablement pas d'alternative. Cette décision ne fait pas l'unanimité et des petits groupes palestiniens inféodés à certains pays arabes se lanceront dans des campagnes d'assassinats contre les dirigeants de l'OLP. La décision d'Alger est consécutive au déclenchement de la première Intifada. Il y a alors un espoir de sortir de l'occupation. Cette décision va permettre les accords d'Oslo. En tout cas, l'acceptation de limiter le futur Etat palestinien à 22% de la Palestine historique et de reconnaître Israël (y compris comme Etat Juif) était une concession majeure ... que les Israéliens n'ont pas voulu saisir.

La dynamique d'Oslo, ça aurait dû être « la paix contre les territoires ». Cela supposait la fin de l'occupation et de la colonisation. Or, comme l'explique Tom Segev, la guerre de 1967 a radicalement changé la société israélienne. La colonisation (qui était préméditée) est devenue le centre de toutes les activités. Le projet dément de faire venir les Juifs du monde entier en Israël s'est développé et il y a deux fois plus de Juifs en Israël (ou considérés comme tels) aujourd'hui qu'en 1967. Oslo était donc un marché de dupes. Israël n'avait aucune intention de se retirer et de rendre les territoires. Les dirigeants israéliens ne souhaitaient pas une paix juste, ils voulaient juste qu'on leur foute la paix. Faute d'Etat, les Palestiniens n'ont aujourd'hui qu'une « Autorité » impuissante voire corrompue et ils ont deux gouvernements rivaux qui ne gouvernent pas.

#### **Quelle solution ? Avantages et inconvénients.**

Après 1988 et encore plus après 1993, les mouvements de soutien à la cause Palestinienne (dont l'AFPS, l'UJFP ...) soutiennent la décision d'Alger et prônent donc un Etat palestinien avec Jérusalem comme capitale sur l'ensemble des territoires occupés en 1967. L'argument principal est que l'ONU n'a jamais reconnu les conquêtes de 1967.

Il faut remarquer que même les ennemis de cette solution restent prudents. Le maire de Bethléem (Victor Batarseh, FPLP) est pour un seul Etat comme son parti mais il m'a dit que si la paix se faisait avec un retour aux frontières de 67, il accepterait sans hésitation cette idée. Sauf qu'il n'y croit pas.

S'appuyer sur l'ONU a aussi des inconvénients : c'est l'ONU qui partage la Palestine en 1947 puis légitime la création de l'Etat d'Israël en 1948. C'est toujours l'ONU qui organise la première invasion de l'Irak. Du point de vue du droit international, il est difficile d'estimer que le nettoyage ethnique de 1948 était plus « légitime » que les annexions de 1967. Toujours dans la région, l'ONU a des troupes (au Liban) qui n'ont jamais tiré le moindre coup de feu contre l'agresseur israélien, mais qui sont plutôt là pour contrôler l'occupé. Jamais l'ONU n'est intervenue pour protéger les Palestiniens (pourtant demandeurs d'une telle protection). Bien sûr, l'ONU a souvent voté des résolutions favorables aux Palestiniens, mais elle ne s'est jamais donné les moyens de les faire appliquer. Bref, la référence à l'ONU est discutable. L'ONU, c'est davantage la loi du plus fort plutôt que la voix du Droit et de la Justice.

Un autre argument en faveur de deux Etats, c'est que les Palestiniens qui n'ont jamais eu d'Etat sont demandeurs et que ça leur paraît le seul moyen d'obtenir enfin liberté et légitimité. C'était très vrai au moment des accords d'Oslo. Ça l'est beaucoup moins aujourd'hui. Aucun des Palestiniens que j'ai rencontrés lors de mon dernier voyage (qu'ils/elles soient citoyens israéliens, de Jérusalem ou de Cisjordanie) n'était favorable à la solution « Deux Etats ». Pour plein de raisons : pour les Palestiniens d'Israël, la priorité est la fin de la définition d'Israël comme Etat Juif (cette disposition raciste est totalement contraire au Droit) et dans le cas de deux Etats, ils craignent un renforcement du « caractère juif » d'Israël. Pour les habitants des territoires occupés, ils ne croient pas à la faisabilité d'un retrait et encore moins à une décision politique d'évacuer les colons. Ils estiment que les peuples sont tellement imbriqués qu'une séparation n'est pas réalisable, voire pas souhaitable. Et puis, 22% pour les Palestiniens, c'est très injuste quand ils forment 50% de la population de la région. Et puis toujours, l'écart de niveau de vie entre Israël et la Palestine occupée va de 20 à 1. Avec deux Etats, cet écart se maintiendrait longtemps.

#### **Le retour d'une vieille idée**

Je ne parlerai pas de courants qui ne précisent pas quand ils disent vouloir « rayer Israël de la carte », ce que deviendraient les Israéliens. Il me semble qu'il faut être totalement clair. Autant l'existence d'un Etat « Juif » s'autoproclamant représentant des Juifs du monde entier (en les appelant à venir en Israël) et refusant l'égalité aux Non Juifs est contraire au droit international, autant il ne fait aucun doute qu'il existe aujourd'hui un peuple israélien qui restera sur place. Il faut donc envisager sous quelle forme égalitaire se fera la cohabitation.

Parmi les Palestiniens, plusieurs courants d'extrême gauche n'ont jamais renoncé à la revendication historique de l'OLP. Cette idée est de plus en plus populaire parmi les anticolonialistes israéliens. Un débat d'une grande qualité a été organisé entre Uri Avnéri de Gush Shalom (le bloc de la paix) favorable à deux Etats et l'historien Ilan Pappé favorable à un seul Etat. Il y a quelques années s'était créée une association « pour un seul Etat en Palestine » largement noyauté par des personnalités très douteuses (négationnistes, antisémites ...) qui avait fait une grande réunion à Lausanne en 2004. Ce courant a été fort heureusement marginalisé. La réunion des 17-18 novembre à Londres regroupe cette fois-ci des militantEs engagéEs dans la lutte contre l'occupation.

Idéologiquement, « un seul Etat » aurait ma préférence. L'exemple de la Yougoslavie montre que la séparation artificielle des peuples avec les rêves absurdes ou criminels de « pureté ethnique ou religieuse » sont des non-

sens. Les 7 Etats issus de la Yougoslavie ont quasiment tous d'importantes minorités discriminées. Et puis, en tant que Juif, je vis comme un cauchemar la notion d'Etat Juif avec tout ce qu'elle implique : le choix impossible d'être traître ou complice.

En même temps, on doit avoir conscience qu'en l'état actuel de la situation, cette issue est tout aussi utopique que la précédente. Le Sionisme procède sans doute par fuite en avant mais hélas, la prophétie d'Avraham Burg n'est pas réalisée. Le rêve sioniste n'est pas mort et l'attachement des Israéliens à leur « Etat Juif » (reconstitution symbolique de l'ancien ghetto) toute comme leur certitude de ne pouvoir vivre qu'entre eux sont encore (hélas) largement majoritaires. Sans compter la certitude qu'on leur a inculquée : que sans Etat Juif, ils seront « jetés à la mer ».

### **Alors, quelle position défendre ?**

Le mouvement de soutien à la cause Palestinienne doit être intransigeant sur l'essentiel : fin de l'occupation, démantèlement des colonies, libération de tous les prisonniers, droit au retour des réfugiés, partage équitable de toutes les ressources de la région, égalité totale entre les deux peuples. Quelle forme politique cela prendra ? Quand ces principes auront été acceptés, on verra où ira la négociation. Peut-être même, on aura les deux solutions : deux Etats dans un premier temps puis une confédération. Que ce soit un ou deux Etats, il faudra que ce soient les sociétés de tous leurs citoyens. Mais ce que je viens de dire signifie que les plateformes revendicatives de l'AFPS ou de l'UJFP devront peut-être évoluer.

En tout cas, ce débat sur la forme que pourrait prendre une paix juste est à des années-lumière du contenu des discussions censées mener à la conférence d'Annapolis. Vouloir parler de la paix sans aborder les questions de l'occupation, de la colonisation ou du droit au retour des réfugiés ne peut mener nulle part ... sauf peut-être à une nouvelle guerre régionale.

Pierre Stambul

Interventions à Boulogne-sur-Mer (24 novembre 2007)

Et Thionville (7 décembre 2007)